Quelles sources pour l'histoire des patrimoines des lycées (XIX^e-XX^e siècles) ?

Les archives régionales, une contribution précieuse à la connaissance des patrimoines contemporains des lycées

What sources for the history of high schools' heritages in France (19th-20th centuries)? Regional archives, a valuable contribution to the knowledge of the contemporary heritages of the lycées (France's high schools)

Agnès Dejob et Muriel Bessot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/30955>

DOI : 10.4000/insitu.30955

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Agnès Dejob et Muriel Bessot, « Quelles sources pour l'histoire des patrimoines des lycées (XIX^e-XX^e siècles) ? », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 11 mai 2021, consulté le 16 décembre 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/insitu/30955> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.30955>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Quelles sources pour l'histoire des patrimoines des lycées (XIX^e-XX^e siècles) ?

Les archives régionales, une contribution précieuse à la connaissance des patrimoines contemporains des lycées

What sources for the history of high schools' heritages in France (19th-20th centuries)? Regional archives, a valuable contribution to the knowledge of the contemporary heritages of the lycées (France's high schools)

Agnès Dejob et Muriel Bessot

- 1 Ce numéro spécial d'*In Situ* donnera sans doute un aperçu assez exhaustif de la typologie des sources archivistiques disponibles sur le patrimoine immobilier et mobilier des lycées, ainsi que de la manière dont se constitue et se consulte ce « patrimoine » sur le « patrimoine » (archivistique / immobilier et mobilier). Il était essentiel que soit évoquée la manière dont y contribuent les archives régionales, sources clés pour qui veut étudier la partie la plus récente de l'histoire des lycées. Elles reflètent le rôle que les régions ont endossé parmi les acteurs de l'éducation, avec résolution, dans la foulée des lois de décentralisation administrative (1982-1983). Les politiques éducatives ont été mises au premier plan, ce qui s'est traduit en vote de budgets significatifs, en actions de communication, en construction et en financement d'opérations éducatives multiples, le tout se répercutant inévitablement en volume d'archives : en Pays de la Loire, le secteur d'activité représente un sixième environ du volume du fonds détenu par les archives régionales, et il atteint un quart du fonds en Île-de-France¹. En plus des documents directement issus de l'administration, quelques archives d'origine privée, que nous évoquerons, peuvent compléter les sources de manière moins prévisible pour les chercheurs sur le monde éducatif.
- 2 Cet article, illustré par des cas rencontrés dans deux services d'archives différents, des régions Île-de-France et Pays de la Loire, présentera, sur les types de documents comme

sur les principes fondateurs des politiques d'archivage, des réalités qui sont communes à l'ensemble des services d'archives régionales, à côté d'éléments plus spécifiques.

- 3 Pour bien comprendre l'origine des documents qui vont être présentés, en prolongement de cette introduction, il est nécessaire de passer par un traditionnel rappel historique un peu plus détaillé sur la manière dont les régions se sont appropriées les compétences en matière d'éducation lorsqu'elles leur ont échu.

La mise en action des compétences éducatives dans les régions

- 4 La loi du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, leur confie la construction, la rénovation, l'extension et la maintenance des établissements publics d'enseignement secondaire et supérieur. Concernant les lycées, il s'agit aussi bien des établissements d'enseignement professionnel ou agricole que de l'enseignement général. Le texte prévoit qu'elles assureront désormais la construction des nouveaux établissements, les travaux dans les bâtiments préexistants ainsi que l'entretien et le fonctionnement des lycées, qui inclut par exemple la restauration scolaire, l'internat ou la maintenance informatique. Elles se voient également confier une contribution aux frais de fonctionnement des établissements privés sous contrat et à l'investissement réalisé pour leur équipement matériel.
- 5 La mise en œuvre du transfert de ces compétences devient effective le 1^{er} janvier 1986. En Pays de la Loire comme en Île-de-France, les dossiers conservés dans les archives régionales démarrent véritablement autour de cette date. Il est intéressant de noter que les services de l'État n'ont transmis aucun dossier à l'administration héritant de la compétence décentralisée, alors qu'il a été observé, au moins en Pays de la Loire, qu'il en était allé différemment pour d'autres compétences ainsi transférées : sur d'autres sujets, des documents un peu plus anciens ont été transportés à l'hôtel de Région en 1986 (inauguré officiellement en janvier 1987), suivant peut-être le mouvement de fonctionnaires lorsqu'ils étaient eux-mêmes transférés d'une institution vers l'autre.
- 6 Les régions héritent souvent de la gestion de bâtiments construits par d'autres (elles en obtiendront plus tard la pleine propriété), parfois anciens, quelquefois même classés monuments historiques, pour un ensemble architectural entier ou pour certains éléments : c'est actuellement le cas de cinq lycées en Pays de la Loire, et de quinze en Île-de-France, dont respectivement deux et neuf étaient des bâtiments scolaires publics dès l'origine². Les bâtiments sont aussi, dans bien des cas, vétustes, et ne suffisent plus aux besoins d'un pays qui souhaite amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Dès 1986, les régions réaménagent, rénovent, restructurent, mettent aux normes, agrandissent. Les chantiers lancés concernent éventuellement une partie seulement d'un bâtiment (gymnase, service restauration, salle des professeurs, centre de documentation, préau, laboratoire, etc.) ; mais les collectivités se lancent aussi dans la construction intégrale de nouveaux établissements : les premiers concours d'architecture sont lancés dès 1987 en Pays de la Loire. Plus d'un lycée par an en moyenne y sera inauguré pendant la décennie qui suit. En Île-de-France, le premier programme prévisionnel d'investissement est voté en 1986 : fondé sur une analyse prospective de la démographie régionale et de l'évolution de l'urbanisation, il dresse le constat d'un déséquilibre manifeste en matière de nombre d'établissements et donc de

répartition des élèves sur le territoire. Les établissements de Paris et de la proche banlieue accueillent beaucoup plus de lycéens qu'il n'en réside dans leurs secteurs respectifs. En revanche, un déficit d'établissements est manifeste dans les départements de la grande couronne au regard des besoins de la population résidente, et qui est en augmentation constante. La même année, la construction, reconstruction, ou rénovation d'une trentaine d'établissements est décidée, dont dix-sept en grande couronne, notamment dans les villes nouvelles. Dans la foulée, un programme de rénovation de 302 lycées est lancé en 1990. Cette mission relative aux lycées constitue pour les régions une occasion (elles sont rares) d'affirmer leur présence physique, architecturale, dans le territoire. En effet, la création d'un lycée constitue souvent une des composantes du développement urbain de nouveaux quartiers, et le bâtiment devient parfois un marqueur du paysage et de son identité.

- 7 Par ailleurs, rapidement aussi, elles s'attribuent un grand rôle dans l'organisation de certaines actions éducatives qui ne relèvent pas de leurs compétences obligatoires, en les finançant ou en les organisant par elles-mêmes, ce qui témoigne d'un volontarisme particulier. Quelques exemples sont évoqués plus loin, dans le paragraphe « actions spécifiques et vie scolaire. »
- 8 Un nouveau changement réglementaire important a lieu avec les réformes adoptées en 2003-2004, constituant ce qui est souvent appelé « l'acte II de la décentralisation », qui transfèrent aux régions la gestion des personnels techniciens et ouvriers de service (TOS) des établissements, en plus de la propriété des établissements construits avant la décentralisation. En 2019, elles consacrent près de six milliards d'euros de leur budget aux lycées (sept milliards pour l'ensemble de la politique éducative), sur un peu moins de quarante-trois milliards d'euros de budget global³. Les régions Île-de-France et Pays de la Loire comptent aujourd'hui, respectivement, 465 et 114 lycées publics, ainsi que 204 et 161 lycées privés.
- 9 La mise en œuvre de cette politique génère la production de documents aptes à satisfaire de nombreux types de recherches sur les lycées.

Les archives concernant les lycées : typologie

Archives « sur » les lycées ou archives « des » lycées ?

- 10 En préambule de l'énumération à laquelle nous procéderons, dissipons un possible malentendu : les Régions ne sont pas censées détenir les archives « des » lycées, celles que les administrations de ces derniers ont produites ou reçues elles-mêmes dans leurs locaux (exemples : registres d'élèves, procès-verbaux des conseils de classe, etc.). Il est possible que tel établissement, en contact régulier avec les services du conseil régional et amené à les interroger sur les modes de conservation de leurs archives, leur ait confié des documents (à eux ou aux services d'archives régionales directement), mais cela reste ponctuel et résulte alors d'un contexte local particulier. La situation a en effet été clarifiée par une circulaire ministérielle de 2005, qui désigne les services d'archives départementales ou nationales comme destinataires des archives des lycées, réaffirmant en même temps leur caractère public⁴.
- 11 Par ailleurs, la gestion des archives des organismes publics ou privé jouant un rôle dans les politiques relatives aux lycées autres que la région (et produisant donc, comme elles, des archives « sur » les lycées) relève d'autres types de services d'archives

(archives nationales et départementales pour les services de l'État centraux ou déconcentrés, organisation spécifique pour l'enseignement privé).

- 12 Pour autant, les archives régionales offrent bien d'autres ressources, au travers des documents qui portent la trace de l'exercice des compétences des régions.

Conception, suivi et communication institutionnelle sur les projets

- 13 Comme ailleurs, la production archivistique de l'administration régionale reflète ses choix d'organisation et ses modes d'action.
- 14 Une première partie des documents est produite en amont ou en parallèle des opérations de construction ou de gestion immobilière ou mobilière. Sont ainsi documentées les activités d'élaboration et de suivi des politiques, les programmes d'actions ou des projets précis et les actions de communication visant à leur donner du retentissement. Ces dossiers plutôt administratifs (composés de courriers, notes internes, rapports, enquêtes, guides, comptes rendus, etc.) offrent, sur la thématique de la constitution du patrimoine des lycées, une approche indirecte, en expliquant le contexte politique, économique et social dans lequel tel projet a pris place. Tout le travail préparatoire menant à la décision d'engager des travaux importants génère de nombreux documents de prospective, d'études, d'échanges entre les acteurs du territoire, riches d'information sur le territoire concerné et ses mutations.
- 15 L'administration constitue également des outils de suivi des interventions réalisées dans les lycées, pouvant se traduire par des documents de synthèse à destination des élus, très denses : historique des travaux menés sur un bâtiment, budgets alloués, éventuelles données patrimoniales. Ce type de documents a fait l'objet d'un des premiers versements d'archives numériques natives en Île-de-France⁵.
- 16 Le patrimoine est plus directement visible, au sens propre, dans les documents de communication institutionnelle, parce que la typologie des documents s'y enrichit notamment de pièces graphiques. Les documents textuels sont toujours présents, (présentations de publications promotionnelles mais aussi d'autres sortes d'actions, parmi lesquelles, par exemple, la pose de signalétique des établissements). Les documents graphiques sont de plusieurs natures. Il s'agit, d'abord, des plaquettes ou brochures présentant un établissement ou le bâtiment d'une manière générale, parfois publiées pour célébrer son inauguration, comportant des images du lycée (photographiques ou dessinées par les architectes). Une collection de plaquettes baptisée « L'enjeu lycées » a été éditée en ce sens pendant plusieurs années par la région Île-de-France [fig. 1]. Les supports réalisés par les établissements eux-mêmes peuvent être présents dans les dossiers des archives régionales, comme le livret scolaire du lycée La Colinière, à Nantes, destiné aux élèves de seconde en 1989, présenté ci-après [fig. 2]. Souvent, les œuvres d'art conçues dans le cadre du fameux « 1 % culturel » (qu'il est plus exact de désigner comme « 1% artistique⁶ »), sur lesquelles nous reviendrons, sont mises en avant dans ces supports promotionnels.

Figure 1

« L'enjeu lycées », brochure de présentation pour l'inauguration du nouveau lycée de Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne), archives régionales d'Île-de-France (1992, D 1112).

Reproduction archives régionales d'Île-de-France.

Figure 2

Livret scolaire du lycée La Colinière, à Nantes (Loire-Atlantique), destiné aux élèves de seconde, archives régionales Pays-de-la-Loire (1989, 43W 82).

Reproduction archives régionales Pays-de-la-Loire.

- 17 Parmi les documents graphiques prennent place également des photographies de cérémonies diverses, inaugurations ou pose de première pierre surtout, se déroulant fréquemment en présence du président ou de la présidente du conseil régional, d'autres personnalités locales et parfois d'un ministre⁷. Il arrive également que l'administration ait commandé ou enregistré des reportages audiovisuels sur des chantiers emblématiques. Enfin, toujours dans ses démarches de communication institutionnelle, elle a pu organiser des expositions centrées sur la mise en valeur architecturale des créations ; c'est ainsi que la Région Île-de-France a fait appel à des photographes pour réaliser des prises de vue dans certains lycées construits ou rénovés après la décentralisation, en 1996 et 2006. Ces expositions ont fait l'objet de catalogues⁸.
- 18 Les documents évoqués jusqu'ici se trouvent répartis entre les archives des directions chargées de l'exécution des politiques éducatives en général, ou celles des directions chargées du patrimoine immobilier, incluant les lycées (lorsqu'elles existent, selon les régions et les périodes), et les archives des directions chargées de la communication, ou encore dans les dossiers des cabinets présidentiels.
- 19 Venons-en à la source principale et la plus évidente : les archives de la mise en œuvre des politiques de construction d'établissements publics, la maîtrise d'ouvrage.

Maîtrise d'ouvrage

- 20 Les dossiers de maîtrise d'ouvrage sont conservés par les directions chargées des politiques éducatives et/ou du patrimoine immobilier. Les bâtiments éducatifs étant

presque les seuls que gèrent les régions, en dehors de leurs propres bâtiments administratifs, c'est en bonne partie par cette compétence que l'institution régionale a acquis son savoir-faire en matière de construction. Tant et si bien que, en Pays de la Loire, avant la création d'une direction du Patrimoine immobilier, pendant plus de vingt ans, la direction chargée de l'éducation s'est vu confier tous les projets de constructions : les annexes de l'hôtel de Région, le bâtiment du Fonds régional d'art contemporain (Frac), etc. Précisons, d'autre part, que les régions recourent souvent à une délégation de maîtrise d'ouvrage. En Pays de la Loire, elle a été portée par divers organismes ou services de l'État déconcentrés (comme certaines directions départementales de l'Équipement, DDE), avant la création progressive d'une agence régionale, chargée en parallèle d'autres missions de développement économique (actuellement, l'agence Solutions&Co).

- 21 En Île-de-France, l'ampleur de la tâche, avec 471 lycées confiés par l'État en 1986, conduit la Région à faire systématiquement appel à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) et aux marchés d'entreprises de travaux publics (METP) et de « conception-réalisation-maintenance ». Suite à l'affaire dite « des marchés publics d'Île-de-France » en 1997⁹, la Région s'attache à retrouver la maîtrise directe de sa construction immobilière les années suivantes. Les opérations seront ensuite soit menées en maîtrise d'ouvrage directe, soit par des mandataires délégués, variables selon les secteurs géographiques : parfois DDE, parfois société d'économie mixte ou syndicat d'aménagement d'une ville nouvelle, parmi d'autres acteurs. Ce duo Région / mandataire externe, ainsi que la dispersion sur le territoire régional des services chargés de la maîtrise d'ouvrage (une partie des équipes au siège, une partie dans les services « territorialisés » aux quatre points cardinaux de la Région jusqu'en 2018) provoque *de facto* un éclatement des dossiers relatifs à un lycée, voire à un même chantier. L'archivage n'est pas facilité de ce fait et des lacunes sont parfois constatées dans les fonds. En outre, une vingtaine de lycées franciliens est restée sous la gestion administrative de l'État, de villes ou départements et n'a pas été transférée à la Région : il sera donc nécessaire de se tourner vers les archives départementales ou municipales pour effectuer des recherches sur l'historique de ces bâtiments.
- 22 La typologie précise des pièces présentes dans les dossiers de travaux est assez longue. De la phase d'étude à la phase finale, en passant par la programmation, l'appel d'offres et la réalisation, la liste se répète de dossier en dossier, de forme et de contenu souvent normés, voire prédéfinis par la réglementation ; elle mêle documents écrits et formes graphiques. Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE), projets présentés aux concours d'architecture sur panneaux d'exposition (parfois appelés « panés ou panets¹⁰ ») ou maquettes instruisent particulièrement sur l'architecture des bâtiments – et, au-delà, sur l'histoire des lycées et celle de l'architecture.
- 23 Par rapport aux documents postérieurs aux concours, donnant le détail technique des réalisations, ces panneaux et maquettes [fig. 3 et 4] présentent un intérêt particulier, dû, d'abord, à leur forme, destinée à mettre en valeur les aspects du projet aptes à séduire le jury du concours. Cet intérêt provient également de la présence de projets non retenus, donc non réalisés, sources précieuses sur des architectes qui n'ont accédé qu'à une faible reconnaissance, sur lesquels il est souvent difficile de trouver d'autres traces, et sources complémentaires sur les facettes les moins connues de l'œuvre d'architectes renommés et étudiés, comme, pour prendre l'exemple de l'Île-de-France, Paul Chemetov, Jean-Pierre Lott ou Massimiliano Fuksas. Les maquettes et les

maquettistes eux-mêmes font l'objet de travaux scientifiques¹¹ – comme Joël Constant, auteur de la maquette de l'hôtel de Région en Pays de la Loire¹². Ces documents améliorent donc la représentativité des sources sur le style et les innovations d'une époque.

Figure 3

Maquette du projet présenté par les architectes Fabrice Dusapin et François Leclercq / OTH Bâtiments pour la rénovation du lycée Jean-Baptiste-Corot à Savigny-sur-Orge (Essonne), 2001, archives régionales d'Île-de-France (2837 W 436 bis).

© Élisabeth Deschamps.

Figure 4

Panet du projet de l'architecte Philippe Charles Dubois pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Hoche de Versailles (Yvelines), 2003, archives régionales d'Île-de-France (1631 W 6).

Reproduction archives régionales d'Île-de-France.

- 24 Leurs volumes et leurs matériaux empêchent cependant les services d'archives d'envisager une collecte et une conservation intégrale [fig. 5 et 6]. Leur collecte, d'abord, est nécessairement moins fluide que celle des classiques dossiers. Les maquettes sont parfois orientées vers les lycées ou les cabinets d'architectes, plutôt que vers les archives régionales. Leur transport étant problématique, il leur arrive, comme aux panneaux, de demeurer longtemps dans des locaux de stockage temporaires inadaptés, dans les services administratifs ou les lycées eux-mêmes, insuffisamment protégées contre les risques d'empoussièrement et de moisissure, voire exposées à des sinistres. Le volume des objets complique toute manipulation et les déplacements peuvent entraîner chocs et cassures. Ils sont fragilisés également – les maquettes surtout – par l'utilisation, dans leur fabrication, de matériaux divers. Les services qui en conservent, comme les archives régionales d'Île-de-France et des Pays de la Loire, sont amenés à entreprendre des actions de restauration, mais aussi à renoncer à conserver une partie d'entre eux.
- 25 C'est aussi leur exceptionnel volume (et leur nombre) qui contraint les services d'archives à effectuer des sélections, dans le respect des règles d'échantillonnage et d'élimination réglementaires. Les Pays de la Loire ont opéré un tri parmi les panneaux et maquettes qui lui sont parvenus : la totalité des projets, même refusés, des premières années d'existence de la Région, ont été conservés, en tant que témoins de la période charnière post-décentralisation. Pour les documents produits à partir des années 2000, le projet lauréat est toujours conservé, ainsi que les non lauréats des opérations de

construction ou ceux qui présentent une particularité (innovante, polémique, etc.). Les projets non retenus ordinaires sont ou seront donc détruits.

Figure 5

Les locaux de conservation de maquettes aux archives régionales des Pays-de-la-Loire, 2006.

© Séverine Ménet (archives régionales des Pays-de-la-Loire).

Figure 6

Aperçu des panets conservés dans les magasins des archives régionales d'Île-de-France, 2018.

© Élisabeth Deschamps.

- 26 En Île-de-France, où le recours à la réalisation de maquettes pendant le concours est plus systématique qu'en Pays de la Loire, un tri a également été entrepris dans les près de 800 éléments initialement conservés aux archives régionales : tous les projets (lauréats et refusés) sont conservés pour les opérations de construction et reconstruction ; pour les opérations de moindre ampleur, seul le lauréat est conservé. Les maquettes éliminées font l'objet d'une prise de vue photographique préalable afin d'en préserver la mémoire visuelle et documenter les recherches futures sur l'architecture scolaire.
- 27 Le concours passé, interviennent toutes les phases de construction proprement dite, occasionnant la production de dossiers papiers plus classiques. Leur richesse dépend de la complexité de l'opération – par exemple, la commande d'une œuvre relevant du « 1% artistique » ou le caractère classé d'un bâtiment sur lequel on intervient, etc. Les documents contiennent des descriptions techniques, écrites ou graphiques (plans généraux ou de détail, croquis, photographies), élaborées par des métiers spécifiques, architectes, artisans et artistes. Comme les projets présentés aux concours, ces documents constituent naturellement des sources sur l'histoire de l'architecture et des architectes, mais ils procurent également un apport plus précis sur l'histoire des édifices et nous renseignent sur l'histoire de l'art et des techniques et sur les artistes et artisans célèbres et moins célèbres.
- 28 L'histoire de l'art se nourrira particulièrement, d'autre part, des documents relatifs à la commande et à la réalisation des œuvres s'inscrivant dans le cadre du 1% artistique, en particulier des dossiers des commissions de désignation, comprenant les dossiers de présentation par artiste, ainsi que des dossiers de commande. L'étude d'artistes contemporains célèbres (citons Yaacov Agam¹³ pour les Pays de la Loire) et moins célèbres sera alimentée par ce biais. La rubrique mensuelle « L'archive du mois »

présentée sur le site internet de la région Pays de la Loire montrait, en septembre 2015, quelques documents en lien avec la création d'installations, statues, fresques murales, etc.¹⁴.

- 29 Compte tenu de leur qualité informationnelle, les dossiers de maîtrise d'ouvrage sont très peu triés. L'archiviste veille seulement à en retirer les pièces qui ne font pas partie du dossier de construction, comme certaines pièces financières, pour les détruire ou les classer avec la série de documents qui convient.

Maintenance

- 30 Les dossiers de maintenance sont, en revanche, assez pauvres en contenu, et un plus large tri peut, une fois leur délai d'utilité administrative¹⁵ expiré, y être opéré, visant à conserver uniquement les dossiers de travaux entraînant la modification d'une construction existante (maintenance lourde) et ceux qui ont trait à la sécurité ou à l'amiante, et les dossiers d'études.

Gestion mobilière : dossiers relatifs aux dotations pour l'équipement mobilier et pédagogique

- 31 Lycées publics et privés sont cette fois concernés. Les dossiers de demandes de financements de ces équipements sont très administratifs : ils comportent conventions, notifications, formulaires, pièces comptables, correspondance, etc., mais assez peu de descriptions techniques ou d'images des équipements. C'est pourquoi les archives régionales des Pays de la Loire ont procédé à un tri qualitatif sur les séries de dossiers de certaines périodes, représentatif des types d'équipements financés (matériel acquis pour des sections professionnelles, signalétique, etc.) et à un tri élargi pour les équipements pédagogiques innovants, comme, par exemple, le premier matériel informatique des lycées. Parfois, des campagnes ciblées, menées pour doter les lycées de matériel pédagogique performant et moderniser l'enseignement, produisent des dossiers qui renseignent sur les outils pédagogiques utilisés : par exemple, l'Île-de-France a consacré des moyens importants à partir de 1993 à la mise en conformité des machines-outils dans les lycées techniques.

Actions spécifiques et vie scolaire

- 32 Pour garder en mémoire le fait qu'une histoire exhaustive des lycées pourrait utiliser d'autres sources disponibles dans les archives régionales, mentionnons l'existence de dossiers relatifs à des sujets un peu connexes, qui nous rapprochent du quotidien des occupants des établissements. La gestion des personnels « techniques, ouvriers et de services » (TOS), expression qui désigne les agents participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien, dont la responsabilité a été transférée aux régions en 2004, a occasionné la constitution d'une partie du fonds d'archives des directions des ressources humaines depuis lors.
- 33 Par ailleurs, comme nous y avons fait allusion, les aides apportées à des actions éducatives thématiques génèrent des dossiers, comme par exemple la campagne menée en 1993 en Pays de la Loire pour la récupération des produits toxiques (« Detox » en

1993 en Pays de la Loire¹⁶ [fig. 7]), ou les projets d'initiative citoyenne menés par les lycées en Île-de-France (projet « Passion, lycéens en action » mis en place en 1995).

Figure 7

Affiche reproduite dans le *Journal des Pays de la Loire* d'août-septembre 1995, article « Detox s'affiche », archives régionales Pays-de-la-Loire (408PR 41).

Reproduction archives régionales des Pays-de-la-Loire.

- 34 La Région est également active en matière sociale dans les lycées (par exemple, la gratuité des manuels scolaires est instaurée dans les deux régions en 2003-2004), ou pour favoriser l'accès des lycéens à la culture : le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » en Île-de-France en est une bonne illustration.
- 35 D'une manière générale, la vie scolaire pourra être abordée à partir de différentes parties des fonds, ce qui fournit une transition avec la question des archives privées.

Archives personnelles et témoignages oraux

- 36 Il ne faut jamais omettre le potentiel des archives entrées en dehors du cadre du versement classique. Ces documents sont plus inattendus pour les chercheurs puisque leur présence découle, contrairement aux précédentes, d'une démarche particulière de collecte, dans laquelle intervient une pointe de hasard lié au contexte local. Ainsi trouve-t-on, en Pays de la Loire, une photographie de classe des années 1930¹⁷ sur laquelle apparaît un futur ministre de l'Éducation nationale, Olivier Guichard, provenant d'un fonds d'archives mixte, mélange de documents d'archives publiques et privées, confié par l'intéressé aux archives régionales.
- 37 Dans une autre catégorie, le même service collecte depuis 2004 les témoignages d'agents partant en retraite qui se prêtent au jeu d'évoquer leur parcours, pour

compléter les documents écrits versés par leurs services. Deux directeurs qui ont eu la charge de la construction des lycées ont déjà déposé leurs témoignages. Dans le flot de paroles décrivant dans le détail des récits de carrières, quelques passages intéressent le sujet du patrimoine des lycées, évoquant par exemple l'état matériel des lycées transférés en 1986¹⁸.

Accès aux archives et valorisation

- 38 L'histoire de chaque bâtiment, de l'architecture et des prises de décisions en matière architecturale est donc bien documentée. Reste à favoriser l'utilisation de ces sources.

Recherche et consultation

- 39 Assez peu de documents, parmi ceux que nous avons énumérés, sont confidentiels, en dehors de quelques cas très particuliers – la description de systèmes de sécurité, par exemple¹⁹.
- 40 Les services d'archives régionales sont naturellement tenus aux mêmes obligations légales que tout service d'archives publiques en matière de gestion de l'accès aux documents, proposant leur consultation en salle de lecture. Comme indiqué plus haut, le volume significatif de documents qu'ils conservent et tiennent à disposition des lecteurs permet de leur proposer une grande quantité de sources, mais il est possible que sur certains sujets précis, compte tenu du caractère encore assez récent des fonds, des archives soient toujours conservées par leurs émetteurs. Dans ce cas, les archivistes seront en mesure de renseigner les chercheurs et de les orienter vers le bon interlocuteur administratif – qui devra alors organiser lui-même l'accès aux documents demandés. Lorsqu'ils ont été versés aux archives régionales, les documents peuvent être restés en attente de classement – reclassement, devrait-on dire, car les archives régionales s'efforcent d'obtenir des services administratifs des documents organisés et inventoriés. Les chercheurs disposeront donc selon le cas d'instruments de recherche détaillés élaborés par des archivistes ou des « bordereaux de versement » (inventaires d'un niveau de détail variable, moins structurés et dépourvus d'introduction historique) rédigés par les services.
- 41 Plusieurs sortes d'instruments de recherche sont réalisés par les archivistes. Ce sont, d'abord, des instruments de recherche globaux dédiés à la première orientation du public : états des versements, procurant un aperçu général et synthétique des fonds, par domaine d'activité et producteur d'archives, comme celui que les archives d'Île-de-France permettent de consulter en salle de lecture, ou le *Guide des Archives régionales des Pays de la Loire* accessible en ligne²⁰. Ce sont, ensuite, les inventaires chronothématiques des témoignages oraux réalisés par les archives régionales Pays de la Loire, également accessibles en ligne²¹. Enfin, les documents papier classés sont décrits dans des bordereaux de versement et répertoires numériques plus précis, accessibles en salle de lecture et partiellement en ligne, pour ceux qu'ont réalisés les archives régionales des Pays de la Loire²². Ces instruments de recherche décrivent les documents originaux mais aussi des reproductions numériques : en effet, pour résoudre les problèmes de volume et de fragilité des panneaux et maquettes et éviter de les déplacer souvent, les archives régionales des Pays de la Loire en sont venues à réaliser des reproductions, consultables uniquement en salle de lecture, en scannant

390 panneaux, et en procédant à la couverture photographique de seize maquettes. Les répertoires décrivent les documents et la manière dont la couverture photographique a été effectuée²³.

- 42 Plusieurs services d'archives régionales présentent leurs activités et leurs fonds en ligne²⁴, comme celui des Pays de la Loire, dont l'image ci-après montre la copie d'écran d'un extrait de la rubrique « Archive du mois » déjà évoquée [fig. 8]. L'article évoque comment, « d'une pierre deux coups », la Région aménage et valorise le patrimoine des lycées classés monuments historiques²⁵. Certaines données peuvent être consultées et téléchargées aussi sur les plates-formes d'open data des collectivités et de l'État²⁶.

Figure 8

Rubrique « Archive du mois » du site internet de la région Pays-de-la-Loire, extrait de l'article publié en septembre 2013.

Archives et patrimoine des lycées : l'étude et la mise en valeur d'un patrimoine à travers l'autre...

- 43 Quelques recherches, monographiques surtout, sur le patrimoine des lycées, ont déjà été effectuées en Île-de-France et Pays de la Loire, par des lecteurs extérieurs, représentant par exemple des associations de défense du patrimoine architectural, ou par les chercheurs de l'Inventaire du patrimoine, surtout depuis le transfert de cette compétence de l'État vers les régions, inclus lui aussi dans l'acte II de la décentralisation. À noter, les archives régionales des Pays de la Loire partagent une salle de lecture avec la bibliothèque du service qui assure cette mission. Cette proximité facilite les échanges, portant leurs fruits pour la mise en valeur de documents d'archives, exposés lors d'événements pilotés par le service Patrimoine ou reproduits

dans ses publications, aussi bien que pour le recours aux compétences de ses chercheurs pour les publications des archives régionales, comme dans un article de la rubrique « L'archive du mois » consacré à la construction de l'hôtel de Région²⁷.

- 44 En Île-de-France, une collaboration²⁸ de même nature, impliquant aussi d'autres acteurs de la valorisation du patrimoine, s'est produite. Le lycée est devenu un objet architectural étudié en tant que tel, sous l'angle patrimonial : nous en voyons une traduction concrète avec la réalisation d'une étude des lycées franciliens menée par un groupe de travail associant historiens de l'art et de l'architecture, anciens proviseurs et autres spécialistes, du patrimoine ou de l'urbanisme, sous la coordination d'un partenariat entre la direction régionale des Affaires culturelles (Drac) et la Région (service Patrimoines et Inventaire). Les archives régionales ont été associées au groupe de travail. Cette étude va conduire notamment à délivrer le label « Architecture contemporaine remarquable » à plusieurs établissements, de différentes périodes, d'enseignement général ou technique. Une bonne partie des édifices sélectionnés a été construite après la décentralisation, par la maîtrise d'ouvrage régionale. La labellisation, outre de distinguer des bâtiments pour leur qualité architecturale, contribuera à mieux faire connaître ce patrimoine auprès de la communauté scolaire qui l'occupe et du grand public, notamment par la publication d'un livre. La Région Île-de-France a profité de ce projet pour lancer au sein des lycées volontaires des actions d'éducation artistique et culturelle autour de l'architecture de l'établissement : depuis deux ans, un dispositif d'ateliers conduits par les étudiants de l'école d'architecture Paris-Malaquais fait découvrir aux élèves l'architecture de leur lycée, sous l'appellation « Raconte ton lycée » [fig. 9]. Parmi d'autres sources, les dossiers de construction et travaux conservés aux archives régionales servent de matériau pour l'animation de ces ateliers.

Figure 9

Séance de consultation d'archives des étudiants de l'école d'architecture Paris-Malaquais en vue de la création d'ateliers d'éducation artistique et culturelle « Raconte-moi ton lycée » dans les lycées d'Île-de-France, 2018.

© Philippe Ayrault.

- 45 De façon plus innovante, ces archives ont été le support d'une animation culturelle proposée par les archives régionales au cours des Journées européennes du patrimoine en 2018 : un jeu de piste a été organisé dans les locaux d'archives, avec pour intrigue le chantier de construction d'un lycée francilien... « L'affaire 5 W » a conduit les visiteurs à retrouver des indices parmi les documents d'archives et une maquette de lycée, pour résoudre une enquête, et au-delà, comprendre l'utilité des archives et leur mode de conservation.

Un axe pour améliorer la collecte des archives auprès des producteurs ?

- 46 Les services d'archives imaginent de nombreuses actions pour accroître la sensibilité des services opérationnels producteurs des documents à leur gestion et à leur devenir pendant et après la fin de leur utilité administrative (séances de sensibilisation à l'archivage, guides, référentiels de conservation, etc.).
- 47 Si les services producteurs sont en général sensibles à la conservation des objets les plus visibles que sont les maquettes, ils imaginent moins spontanément l'intérêt patrimonial des dossiers et plans. Ils ne font en outre pas toujours le lien entre les documents électroniques qu'ils produisent et la notion d'archives, même lorsque le support numérique a complètement supplanté le support physique antérieur, bien que la réglementation rappelle très clairement que supports et formats numériques y sont inclus. L'administration n'est d'ailleurs pas toujours apte à collecter ces derniers dans un système d'archivage électronique, ces outils se déployant progressivement.

- 48 Cependant, les instruments de recherche produits, tout comme les actions de mise en valeur culturelles conduites à partir du fonds, modifient le regard des services producteurs et améliorent considérablement la compréhension de ces enjeux. Par exemple, le chantier de classement des archives d'une antenne territorialisée du pôle lycées du conseil régional d'Île-de-France, suivi de la diffusion des inventaires, a généré immédiatement des demandes de consultation de dossiers. Par ailleurs, les services chargés de la construction scolaire contribuent souvent aux initiatives de communication des régions vers le grand public, comme cela a été le cas lors d'expositions d'architecture : pour cela, ils se tournent parfois vers les services d'archives dans leurs recherches de ressources.
- 49 Soucieux de ne pas se cantonner au prêt des documents, les services d'archives ont tout intérêt à miser sur ce type d'initiative et y contribuer, ainsi qu'à multiplier leurs initiatives propres, pour développer leur communication, faisant (eux aussi) « d'une pierre, deux coups » : améliorer le service rendu à la recherche et à la collecte des archives en même temps.

NOTES

1. Le fonds des archives régionales des Pays-de-la-Loire (1920-2019) occupait 5,6 km linéaires le 31 décembre 2019. Le fonds des archives régionales d'Île-de-France, qui couvre la période 1960-2019, représentait 15,1 km linéaires à la même date. Les services d'archives régionales, d'après les statistiques annuelles des Archives de France, totalisaient alors 120 km linéaires. Plus de précisions sur les données statistiques du réseau des archives de 2010 à 2019 via <https://francearchives.fr/article/37978> [lien valide en mars 2021].

2. Anciennement nommée Mérimée, le site internet POP (Plateforme ouverte du patrimoine), est une base de données documentaire sur le patrimoine architectural français coproduite et mise à jour par la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine et l'Inventaire général disponible en ligne <https://www.pop.culture.gouv.fr/> [lien valide en mars 2021] ; renseignements obtenus avec l'aide de la direction régionale des Affaires culturelles (Drac) Île-de-France et le service Patrimoines et Inventaire de la région Île-de-France.

3. RÉGIONS DE FRANCE, *Les Chiffres clés des Régions*. 2019, 2019 [en ligne], <http://regions-france.org/wp-content/uploads/2019/09/RDF-Chiffres-Cles-2019-bd-190930.pdf> [lien valide en mars 2021].

4. MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, *Instruction de tri et de conservation pour les archives reçues et produites par les services et établissements concourant à l'Éducation nationale*, 2005 [en ligne] https://francearchives.fr/fr/file/9c9646718ba80c848f5029724ac465e1b76adea6/static_892.pdf [lien valide en mars 2021].

5. Versement du service auteur des documents entrés sous la référence 4629W, « Fiches lycées publics et privés 1990-2000 ».

6. Mesure, redéfinie par le décret n° 2005-90 du 4 février 2005, qui consiste à réserver 1 % du montant hors taxes de toute construction publique pour la réalisation d'une œuvre d'art intégrée à l'architecture.

7. Ce type de documents iconographiques se trouve principalement sous les cotes 1036W et 1710W aux archives régionales d'Île-de-France. Pour les repérer dans les archives régionales des Pays de la Loire, parmi les ensembles de documents entrés à différents moments sous plusieurs références, voir *Guide des Archives régionales des Pays de la Loire*, actualisé régulièrement, accessible en ligne via <https://www.paysdelaloire.fr/services-en-ligne/archives-regionales/sorienter-dans-les-fonds/guide-des-archives-regionales-des-pays-de-la-loire/> [lien valide en mars 2021].

8. Voir notamment les documents suivants : plaquette créée pour l'exposition « Aujourd'hui le lycée. 1986-1996 10 ans d'architecture lycéenne en Île-de-France », Région Île-de-France, Paris, 1996, archives régionales d'Île-de-France, D 54 ; Construis-moi un lycée : du croquis au chantier... Cent projets d'architecture de la Région Île-de-France, catalogue d'exposition (Conseil régional d'Île-de-France, Unité lycées, archives régionales d'Île-de-France, D 1472), Île-de-France, 2006, disponible en format vidéo.

9. Cette affaire politico-financière advenue en 1997 a mis en cause un système complexe de marchés publics de travaux alimentant le financement de partis politiques durant les années 1990. Voir notamment : ROBERT-DIART Pascale, « Le procès des marchés publics d'Île-de-France s'ouvre à Paris », *Le Monde*, Paris, 2005, [en ligne] https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/03/21/l-affaire-des-marches-publics-d-ile-de-france_629589_3224.html [lien valide en mars 2021].

10. Selon le récit d'un ancien étudiant de l'École nationale des beaux-arts de Paris, le panet était traditionnellement le châssis qui accueillait les grandes feuilles de papier Canson sur lesquelles les étudiants en architecture dessinaient leurs rendus, dessins à l'encre et au lavis. Découvrir le récit : <https://danielpinson-urb.pagesperso-orange.fr/repngen/MesEtudesENSBAParisSectArchiAv68.pdf> [lien valide en mars 2021].

11. Deux ouvrages peuvent par exemple être mentionnés : LORENZ Jacqueline & GÉLY Jean-Pierre. (dir.), *La Maquette. Un outil au service du projet architectural*, Paris, Éditions des Cendres, 2015 ; FROMMEL Sabine (dir.), *Les Maquettes d'architecture*, Paris, Picard, 2015.

12. L'exposition itinérante « Les maquettes de Joël Constant », à l'initiative de l'association du même nom, devait être accueillie en avril et mai 2020 à la Maison de l'architecture de Nantes avant de se déplacer vers d'autres sites de la région de mai à août. L'état d'urgence sanitaire a entraîné son annulation.

13. Plasticien né en 1928, auteur de *Toutes directions*, sculpture réalisée pour le lycée Pierre Mendès-France à La Roche-sur-Yon (Vendée), installée en 1971, représentative de l'art cinétique.

14. <https://www.paysdelaloire.fr/mon-conseil-regional/toute-lactu-de-ma-region/les-actualites/larchive-du-mois-de-septembre-2015> [lien valide en mars 2021].

15. Durée pendant laquelle un type de document est susceptible d'être utilisé par le producteur, son successeur, ou un autre utilisateur pour des motifs administratifs, au terme de laquelle est appliquée la décision concernant son sort final (conservation partielle, totale, destruction). Le document ne peut être détruit pendant cette période.

16. L'opération est décrite dans la rubrique « Archive du mois » de juin 2012, sur les pages des archives régionales du site internet de la Région : <https://www.paysdelaloire.fr/mon-conseil-regional/toute-lactu-de-ma-region/les-actualites/larchive-du-mois-de-juin-2012> [lien valide en mars 2021].

17. Photographie de classe reproduite dans la rubrique « Archive du mois d'octobre 2016 », voir les archives Olivier Guichard (OG 23W 456) : <https://www.paysdelaloire.fr/mon-conseil-regional/toute-lactu-de-ma-region/les-actualites/larchive-du-mois-de-septembre-2016> [lien valide en mars 2021].

18. Entretien du 25 février 2004 avec Jean Lelu, inventaire chronothématique consultable en ligne avec la cote 12AV 1 : https://www.paysdelaloire.fr/sites/default/files/2020-04/inventaire_temoignage_12av1_2004.pdf [lien valide en mars 2021].

19. Les documents, s'ils ne sont pas accessibles à un moment donné, le deviennent, dans tous les cas, à terme, après un délai variable selon la nature du secret protégé par les délais de communicabilité définis dans le Code du patrimoine (ou pour les lecteurs qui obtiennent une dérogation).
20. Voir note 7.
21. Voir <https://www.paysdelaloire.fr/services-en-ligne/archives-regionales/sorienter-dans-les-fonds/temoignages-oraux-collectes-par-les-archives-regionales/> [lien valide en mars 2021].
22. Voir <https://www.paysdelaloire.fr/services-en-ligne/archives-regionales/sorienter-dans-les-fonds/> [lien valide en mars 2021].
23. Sur le sujet, voir aussi : MÉNET Séverine, « Projets d'architecture : collecter, traiter et valoriser des sources fragiles », *Colonnes*, n° 25, 2009, p. 26-29.
24. Quatre services en tout, d'après les données statistiques sur l'activité du réseau des archives en 2018, publiées par le service interministériel des Archives de France sur son site internet : https://francearchives.fr/file/18e03c1d55d69ddef4551fe5706ee5b7665560d/Regions_enquete_2018.pdf [lien valide en mars 2021].
25. Voir https://www.paysdelaloire.fr/no_cache/actualites/actu-detaillee/n/larchive-du-mois-de-septembre-2013/ [lien valide en mars 2021].
26. C'est actuellement, à notre connaissance, le cas des archives régionales des Pays-de-la-Loire, Sud et Grand-Est.
27. LELIÈVRE Françoise, « L'archive du mois de février 2012 », <https://www.paysdelaloire.fr/mon-conseil-regional/toute-lactu-de-ma-region/les-actualites/larchive-du-mois-de-fevrier-2012> [lien valide en mars 2021].
28. Pour davantage d'informations, voir : MERCIER Marianne & PHILIPPE Emmanuelle, « La direction régionale des Affaires culturelles et la Région Île-de-France : un partenariat pour un projet commun d'étude, de labellisation "Architecture contemporaine remarquable" et de valorisation des lycées franciliens (2016-2020) », *In Situ. Revue des patrimoines*, 2021, n° 45, à paraître.

RÉSUMÉS

Les régions, qui ont hérité de la compétence de construction et d'entretien des bâtiments des lycées depuis les lois de décentralisation de 1982-1983, produisent des ensembles documentaires riches et volumineux qui constituent des sources d'archives précieuses pour l'étude du patrimoine architectural scolaire contemporain du second degré. Illustration en est donnée ici à travers deux cas d'archives : les archives de la région Pays de la Loire et celles de la région Île-de-France. On retrouvera sensiblement les mêmes types de sources dans l'ensemble des régions. Les archives techniques de la maîtrise d'ouvrage occupent une bonne place dans ces fonds (dossiers de travaux, plans, maquettes et panneaux d'exposition de concours), mais pas exclusivement : les archives régionales conservent également des documents liés au suivi de la politique d'aménagement et d'équipement scolaire, à la communication et aux actions pédagogiques et sociales en direction du public lycéen développées dans ces territoires. L'accès à ces sources d'archives régionales et leur mise en valeur se développent par la diffusion d'inventaires, l'organisation d'actions culturelles ayant ces archives pour support ou encore la contribution à des publications et journées d'études.

Since the 1982-1983 laws of decentralisation granted them with the competence for the construction and maintenance of lycées (France's high schools) buildings, French regions have produced rich and voluminous documentary collections which constitute valuable sources for the study of secondary school contemporary architectural heritage. This is illustrated here using two cases of regional archives: those of Pays de la Loire and of Île-de-France. The same types of sources can be found across all regions.

The technical archives of the project owner occupy an important place in these funds (works files, plans, models and competition presentation boards), but not exclusively: regional archives also preserve other various documents related to the follow-up of policies instituted in the territories such as the education development and equipment policy, educational and social actions aimed at high school students and institutional communication about it all.

The dissemination of the inventory, the organisation of cultural activities based on these archives or even the contribution to publications and workshops or conferences, all contribute to facilitate access to and highlight these sources.

INDEX

Keywords : high school, upper secondary school, school architecture, archives, history, education, built heritage, institution, teaching, technical education, decentralisation, region

Mots-clés : lycée, architecture scolaire, archives, histoire, éducation, patrimoine bâti, établissement, enseignement, enseignement technique, décentralisation, région

AUTEURS

AGNÈS DEJOB

Responsable des archives régionales des Pays de la Loire
agnes.dejob@paysdelaloire.fr

MURIEL BESSOT

Responsable du service des archives régionales d'Île-de-France
muriel.bessot@iledefrance.fr